



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 25/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT-TRD**

ZI - 58 rue du 8 mai 1945  
80800 Villers-Bretonneux

Références : 2024-E20191  
Code AIOT : 0005102590

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT-TRD implanté ZI - 58 rue du 8 mai 1945 80800 Villers-Bretonneux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée suite à l'incendie du 31 octobre 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT-TRD
- ZI - 58 rue du 8 mai 1945 80800 Villers-Bretonneux
- Code AIOT : 0005102590
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

- IED : Oui

Le centre TRD ORTEC de Villers-Bretonneux est un centre de regroupement, de traitement et de valorisation des déchets industriels dangereux et non dangereux. Un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation a été signé le 09/12/2021, puis modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 04/11/2022.

#### Contexte de l'inspection :

- Accident

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Prévention du risque d'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incidents ou accidents	AP Complémentaire du 04/11/2022, article 2.1.8	Sans objet
2	Gestion des eaux polluées	AP Complémentaire du 04/11/2022, article 4.4.8	Sans objet
4	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les moyens déployés par la société ORTEC et le SDIS ont permis de maîtriser l'incendie du 31 octobre 2024. L'exploitant a mis en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie du site conformément à la réglementation en vigueur.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Incidents ou accidents**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/11/2022, article 2.1.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incidents ou accidents
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Un échange entre l'exploitant et l'inspection des installations classées a eu lieu le 31/10/2024 à 23h soit environ 2 heures après la détection de l'incendie, heure à laquelle le sinistre était en passe d'être maîtrisé.

Le rapport d'incident a été transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées par courriel du 08/11/2024, complété le 19/11/2024.

Les circonstances de l'accident corroborent avec les informations transmises par l'exploitant le jour de l'inspection. L'incendie a débuté de manière spontanée dans l'alvéole 3 dans laquelle se trouve le broyat des emballages et matériaux souillés. Le système d'extinction du site a détecté le début de l'incendie à 21h12. Suite à cette détection, un appel automatique a été lancé à l'astreinte du site. Le système d'extinction par mousse a été déclenché dans la minute qui suit, et dirigé vers la source de chaleur. Les moyens déployés par les employés du site ORTEC et le SDIS ont permis de maîtriser le feu à 22h15 soit environ 1 heure après la détection de l'incendie.

Un système RCH (spécialité risques chimiques) a été déployé par le SDIS pendant l'incendie afin de vérifier la qualité des fumées à l'aide de prélèvements de l'air ambiant. Le compte-rendu d'intervention du SDIS indique que les relevés toximétriques étaient négatifs.

Les causes susceptibles de l'accident et identifiées par l'exploitant sont les suivantes :

- mélanges chimiques incompatibles ;
- erreur humaine, imprudence du personnel (tri des chimistes).

Les mesures prises par l'exploitant pour éviter un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme sont les suivantes :

- investissements de nouvelles détections triple IR : 2 dans le bâtiment du RIO, 1 au niveau des alvéoles et 1 en ventilation ;
- mise en place d'un canon supplémentaire sur l'alvéole B3 ;
- 1 mètre supplémentaire de méga blocs côté B2-B3 ;
- réduction des stocks sur site ;
- renforcement de la formation des responsables de permanence.

Afin de compléter le rapport d'incident, l'exploitant a également transmis les documents suivants :

- le déroulé des événements par les caméras de vidéosurveillance ;
- les contrôles annuels des éléments de protection du site ;

- contrôle des poteaux incendie utilisés par les pompiers ;
- contrôles des 2 triple IR de détection qui se sont activées ;
- contrôles des RIA utilisés par les équipes d'ORTEC ;
- contrôle du groupe motopompe qui s'est activé en automatique.

Les contrôles sont à jour et les rapports ne mentionnent pas de non-conformités.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Gestion des eaux polluées

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 04/11/2022, article 4.4.8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion des eaux polluées

**Prescription contrôlée :**

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

**Constats :**

Le site possède une vanne de sectionnement automatique reliée au système d'extinction afin d'isoler les eaux d'extinction lors d'un incendie.

Les eaux d'extinction, présentes dans la partie centrale du site et dans les conduits d'évacuation, ont été pompées et stockées dans des containers dans l'attente de retraitement par un prestataire agréé.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le volume d'eaux d'extinction à traiter était d'environ 200m<sup>3</sup>.

Par mail du 08/11/2024, l'exploitant a transmis 7 bordereaux de suivi de déchets relatifs à la prise en charge des eaux d'extinction incendie par les sociétés SOTRENOR, ATHALYS et ARF. Au total, 193,4 tonnes d'eaux d'extinction (code déchets 16 10 01\*) ont été évacuées du site dans une filière de traitement appropriée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 3 : Prévention du risque d'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation

dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir)
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que les éléments demandés par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/12/23 sont présents dans le POI mais le plan de défense incendie était en cours de formalisation.

Par mail du 19/11/2024, l'exploitant a transmis la mise à jour du POI du site intégrant le plan de défense incendie du site en annexe. Le plan de défense incendie est conforme à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023.

Après consultation du POI, l'inspection des installations classées indique à l'exploitant qu'il est

lacunaire sur le point i de l'annexe 5 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 concernant les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux après un accident majeur. En réponse, l'exploitant s'est engagé par courriel du 22/11/2024 à formaliser ces aspects dans le premier trimestre 2025.

L'exploitant précise mettre à jour le plan de défense incendie début 2025 afin d'y intégrer la localisation des petits îlots, les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ainsi que la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion conformément à l'arrêté ministériel précité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai de 3 mois après réception du présent rapport, l'exploitant complètera le contenu de son Plan d'Opération Interne en y intégrant les dispositions du point i de l'annexe 5 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Maitrise des sinistres**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maitrise des sinistres

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. [...]

**Constats :**

Au vu des éléments transmis par l'exploitant et les constats effectués par l'inspection des installations classées, l'exploitant a mis en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie lors de l'incendie du 31 octobre 2024.

Les derniers exercices de défense contre l'incendie ont été réalisés les 10 et 19 septembre 2024.

Les comptes rendus ont pu être consultés par l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite